



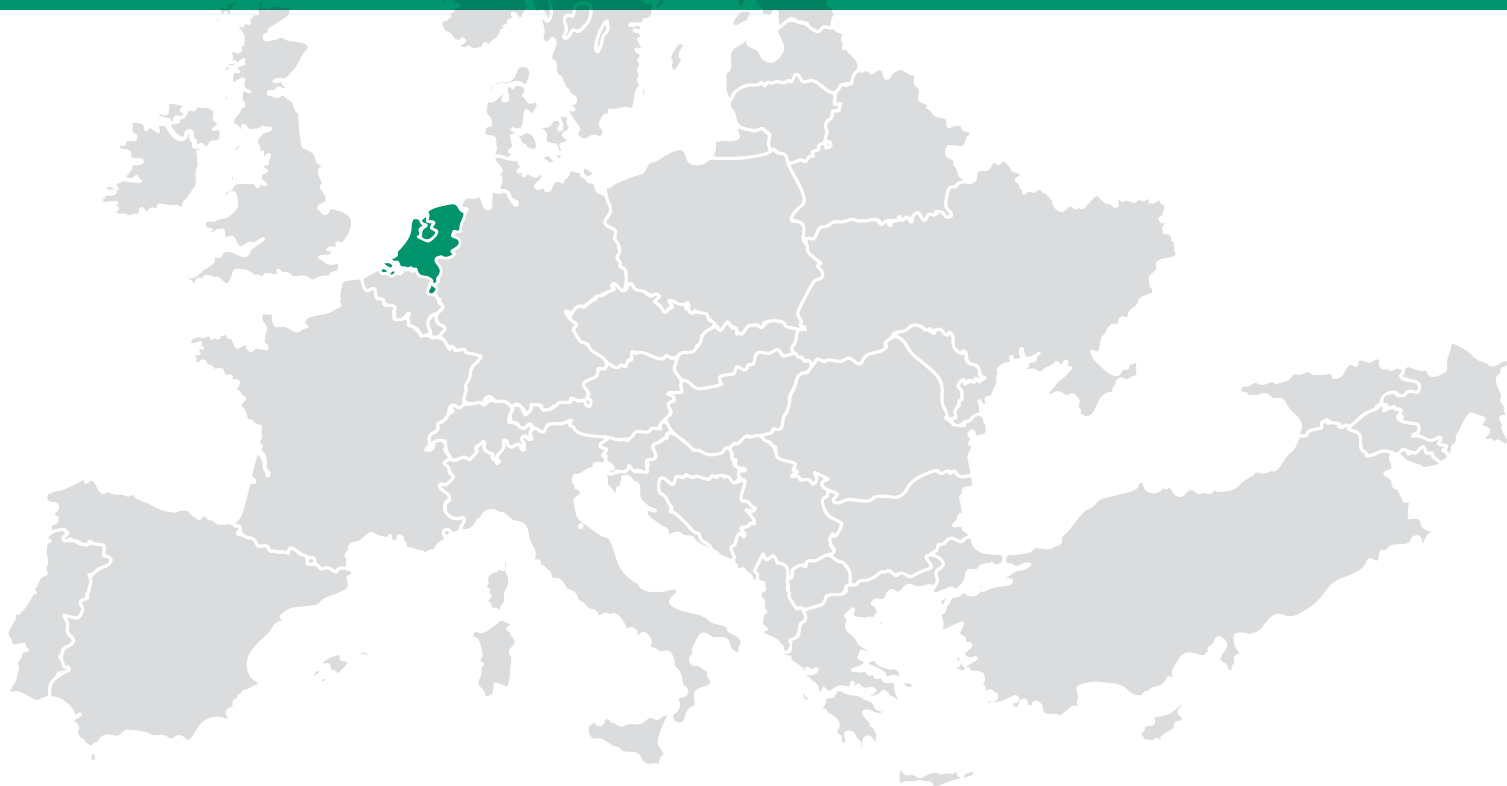
**LE CENTRE D'EXCELLENCE**  
sur les systèmes ESEC

**CENTRE OF EXCELLENCE**  
for CRVS Systems

# APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL DES

# PAYS-BAS



## Information sur le programme

### Au sujet du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de savoir et de ressources qui appuie activement les efforts nationaux visant à élaborer des systèmes ESEC efficaces et intégrés. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

### Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des instituts de recherche sur les politiques publiques, des organismes régionaux et des services gouvernementaux afin d'encourager la croissance, de réduire la pauvreté et de susciter des changements positifs à grande échelle.

---

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC). Cette publication a été rédigée par Zoran Đoković, expert-conseil du Centre d'excellence.

Centre de recherches pour le développement international  
C.P. 8500, Ottawa (Ontario) K1G 3H9, Canada  
[esec@crdi.ca](mailto:esec@crdi.ca)  
[www.systemesESEC.ca](http://www.systemesESEC.ca)

© Centre de recherches pour le développement international 2020

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier et technique du Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil. Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), il est financé conjointement par Affaires mondiales Canada et le CRDI. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles d'Affaires mondiales Canada, du CRDI ou du Conseil des gouverneurs de ce dernier.

Veuillez visiter [systemesESEC.ca/apercus-de-pays](http://systemesESEC.ca/apercus-de-pays) pour voir la version la plus récente de ce profil, ou bien pour consulter les profils publiés d'autres pays.



# Table des matières

Information sur le programme .....	ii
Introduction .....	2
Bref profil du pays .....	2
Ampleur des systèmes ESEC .....	3
Système d'enregistrement des faits d'état civil .....	4
Cadre législatif .....	4
Gestion, organisation et fonctionnement .....	5
Système de statistiques de l'état civil .....	7
Base de données .....	7
Causes de décès .....	7
Numérisation .....	9
Informatisation .....	9
Registre de la population .....	9
Échange avec les autres secteurs et activités .....	11
Initiatives d'amélioration et soutien externe .....	12
Plan d'amélioration et budget .....	12
Conclusion .....	13
Ressources .....	14
Sites Web .....	14
Documents supplémentaires .....	14
Notes .....	15

## Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu du système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) aux Pays-Bas.

Les informations sont basées sur une étude de cas des systèmes ESEC et des systèmes de gestion de l'identité des Pays-Bas, publiée par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) dans le document **Recueil de bonnes pratiques pour relier les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) et les systèmes de gestion de l'identité**.

Ces données sont complétées par d'autres conclusions découlant de l'examen des ressources disponibles. Le présent rapport présente, entre autres, les éléments suivants :

- des informations générales au sujet du pays;
- une sélection d'indicateurs pertinents pour l'amélioration des systèmes ESEC;
- les activités des parties prenantes;
- les ressources disponibles et nécessaires pour renforcer les systèmes ESEC.

### Les Pays-Bas



*Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.*

## Bref profil du pays

Les Pays-Bas sont situés en Europe de l'Ouest. Il est bordé à l'ouest et au nord par la mer du Nord, à l'est par l'Allemagne et la Belgique au sud. Le pays partage également des frontières maritimes avec la France (dans les Caraïbes) et le Royaume-Uni.

Le Royaume des Pays-Bas est composé de quatre pays autonomes : les Pays-Bas, Aruba, Curaçao et Saint-Martin. Le pays des Pays-Bas est constitué d'un territoire en Europe et des îles Bonaire, Saba et Saint-Eustache dans les Caraïbes. Le territoire des Pays-Bas en Europe se compose de 12 provinces, qui sont elles-mêmes subdivisées en 355 municipalités.

- Superficie : 41 500 km<sup>2</sup>
- Population : 17 231 017 (estimation),<sup>1</sup> avec un taux de croissance annuel estimé à 0,6 pour cent.<sup>2</sup> En 2018,<sup>3</sup> 91 pour cent de la population résidait dans des zones urbaines, les 9 pour cent restants se trouvant en zone rurale.
- Capitale : Amsterdam
- Langue de travail officielle : Néerlandais
- Ministère responsable de l'état civil : Ministère de la Justice et de la Sécurité
- Agence d'enregistrement de l'état civil : Autorités municipales
- Office national des statistiques : Statistiques Pays-Bas



## Ampleur des systèmes ESEC

### Naissances

Exhaustivité de l'enregistrement des naissances	100 % (2017) <sup>4</sup>
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été déclarée comme ayant été enregistrée	100 % (2017) <sup>5</sup>
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	100 % (2003) <sup>6</sup>
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	Non disponible
Taux de couverture vaccinale du DTC1 chez les enfants d'un an	97 % (2018) <sup>7</sup>
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	9,8 (2019) <sup>8</sup>
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	1,7 (2017) <sup>9</sup>
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	4 (2017) <sup>10</sup>
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	17 % (2012) <sup>11</sup>

### Décès

Exhaustivité de l'enregistrement des décès	100 % (2011) <sup>12</sup>
Taux brut de mortalité (par 1 000 habitants)	9 (2017) <sup>13</sup>
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	3,3 (2018) <sup>14</sup>
Taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	3,9 (2018) <sup>15</sup>
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	5 (2017) <sup>16</sup>

### Mariages et divorces

Taux d'enregistrement des mariages	3,7 (2018) <sup>17</sup>
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	Non disponible
Taux d'enregistrement des divorces	9,9 (2016) <sup>18</sup>

### Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès

Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	Disponible
Causes de décès attestées par un médecin	Disponible

## Système d'enregistrement des faits d'état civil

### Cadre législatif

En vertu du Code civil, les dossiers d'enregistrement des faits d'état civil sont remplis et conservés dans la municipalité où les faits d'état civil se sont produits. Il existe un registraire désigné des naissances, des décès, des mariages et des partenariats enregistrés dans chacune des 355 municipalités des Pays-Bas. Le registraire est responsable de la création, du traitement et de la conservation des enregistrements d'événements démographiques.

La *Basic Registration of Persons Act*<sup>19</sup> (loi sur l'enregistrement des renseignements personnels) régit l'inscription et le traitement des renseignements personnels dans les registres de la population. Elle définit également les caractéristiques et les composantes du système d'enregistrement de la population. Les détails du système sont également prescrits dans les règlements au niveau ministériel. Ces règlements garantissent que toutes les municipalités appliquent les règles prévues dans la loi sur l'enregistrement des renseignements personnels de la même manière.

Outre l'enregistrement des renseignements relatifs à l'identité juridique des résidents et de toutes les couches de données relatives à l'identité juridique tout au long de la vie d'une personne, l'objectif principal du registre de la population est de tenir à jour les renseignements concernant l'adresse de résidence d'une personne. Les fonctionnaires du gouvernement néerlandais se fondent sur l'adresse de résidence pour déterminer les responsabilités fiscales et pour fournir des services de santé, d'éducation, de sécurité sociale et de protection sociale.

La loi sur l'enregistrement des renseignements personnels définit deux types de registres de la

population : un pour les résidents et un autre pour les non-résidents. Les registres de la population résidente sont tenus dans chaque municipalité pour les personnes qui vivent sur son territoire. Le ministère de l'Intérieur et des Relations au sein du Royaume tient des registres de la population non résidente pour les citoyens néerlandais qui vivent à l'étranger et pour les citoyens non néerlandais, tels que les travailleurs migrants et les étudiants qui résident aux Pays-Bas pour une courte période.

La législation sur la protection de la vie privée fournit des orientations générales sur les conditions d'échange de renseignements provenant du registre central de la population avec d'autres administrateurs publics et prestataires de services. Seuls les services relevant de l'autorité gouvernementale peuvent légalement bénéficier de l'accès au registre central de la population. Pour avoir accès aux renseignements personnels particuliers contenus dans le registre de la population, l'autorité compétente doit prouver que son service est défini par une loi sectorielle pertinente et qu'il nécessite l'utilisation de données personnelles. Une commission d'examen spécialisée, mise en place par l'Office des données d'identité, évalue le bien-fondé de chaque demande et définit les types de données personnelles nécessaires à la prestation de services, en consultation avec l'autorité requérante. Les données peuvent être échangées en copiant des données personnelles dans le registre fonctionnel désigné d'un service ou en consultant les renseignements personnels directement dans le registre de la population lorsqu'une demande de service est faite. Chaque décision d'accorder l'accès au registre de la population à des fins spécifiques est publiée sur le site Web du ministère de l'Intérieur.

La législation sur la protection de la vie privée exige que le ministère de l'Intérieur consigne chaque demande de renseignements personnels formulée par des utilisateurs externes et des autorités publiques. Les citoyens ont le droit



d'accéder à l'information sur les organismes qui ont utilisé leurs renseignements personnels, et à quelles fins, dans un délai précis.

Au titre de la législation sur la protection de la vie privée, les citoyens néerlandais peuvent :

- inspecter les données enregistrées les concernant;
- faire corriger les données, si elles sont inexactes;
- connaître le nom des organisations qui ont utilisé leurs données, quand et dans quel but.

## Gestion, organisation et fonctionnement

En vertu du Code civil, le ministère de la Justice et de la Sécurité est responsable de la coordination et de l'élaboration des politiques relatives au processus d'état civil aux Pays-Bas, tandis que les municipalités sont responsables de l'enregistrement des faits d'état civil et de la tenue des registres. Les renseignements de chaque dossier d'enregistrement sont inscrits dans le registre de la population de la municipalité où la personne a sa résidence permanente.

Lorsque des personnes quittent une municipalité pour s'installer à l'étranger, leurs dossiers sont transférés au registre de la population des non-résidents, qui est tenu par le ministère de l'Intérieur.

Les six îles néerlandaises des Caraïbes utilisent le système<sup>20</sup> *Persoonsinformatievoorziening Nederlandse Antillen en Aruba*, le système d'information démographique pour les [anciennes] Antilles néerlandaises et Aruba. Les îles de Bonaire, de Saba et de Saint-Eustache sont reconnues dans le système d'enregistrement de la population comme des municipalités néerlandaises spécifiques. Leurs systèmes d'information sur la population sont synchronisés avec la *Basisregistratie Personen* (BRP), ou Base de données des dossiers personnels, pour éviter les inscriptions en double. Quant aux îles d'Aruba, de Curaçao et de Saint-Martin, en tant que pays

indépendants au sein du Royaume des Pays-Bas, elles tiennent leurs propres registres de population qui ne sont pas reliés à la BRP.

La loi sur l'enregistrement des renseignements personnels charge le ministère de l'Intérieur de tenir un registre central de la population qui regroupe et synchronise quotidiennement tous les dossiers personnels avec les 355 registres municipaux de la population et le registre de la population des non-résidents.

L'Office national des données d'identité est chargé de superviser le processus d'échange de données et de résoudre tout problème lié à la qualité des données. Le tableau 1 décrit les responsabilités et les tâches.

**Tableau 1 : Responsabilités et tâches en matière ESEC**

Organisation responsable	Tâche
Ministère de l'Intérieur et des Relations au sein du Royaume	Politiques et lois, réglementation des documents de voyage, registre de la population
Office national des données d'identité relevant du ministère de l'Intérieur et des Relations au sein du Royaume	Bureau administratif, système de gestion des documents de voyage, registre de la population
Ministère des Affaires étrangères et ambassades	Passeports pour les citoyens néerlandais résidant à l'étranger
Ministère de la Justice et de la Sécurité	Politiques et lois, règlements, registres de l'état civil, inscriptions d'étrangers sans permis
Municipalités	Guichet pour l'identification, les documents de voyage, l'enregistrement des faits d'état civil et de la population

### *Mécanismes nationaux de coordination des systèmes ESEC*

Il n'existe pas de mécanisme de coordination visant les systèmes ESEC en particulier. Toutefois, le Conseil consultatif est l'organe de coordination responsable du financement et du soutien au fonctionnement du registre de la population qui héberge les registres d'état civil et fournit la preuve sur les faits d'état civil enregistrés.

Le Conseil comprend six représentants du ministère de l'Intérieur, trois représentants municipaux, trois représentants d'organismes municipaux et non municipaux qui fournissent au Ministère des données sur les non-résidents, et six représentants d'organismes qui utilisent des données démographiques.

L'une des tâches les plus importantes du Conseil consultatif est de déterminer le montant des contributions financières nécessaires au fonctionnement du registre central de la population. Les contributions couvrent les coûts de fonctionnement et de ressources humaines nécessaires à la tenue et à l'exploitation du registre. Selon la législation néerlandaise, la quantité de renseignements qu'un organisme obtient du registre de la population détermine son niveau de contribution financière. Les contributions sont directement proportionnelles au volume de renseignements obtenus à partir du registre central de la population.

Statistiques Pays-Bas relève du secteur appelé Statistiques Pays-Bas et autres organismes. Parmi les autres membres de ce secteur figurent :

- l'Agence néerlandaise du cadastre, du registre foncier et de la cartographie;
- les 12 provinces néerlandaises;
- la Chambre de commerce;
- l'Association royale néerlandaise des notaires de droit civil.

Statistiques Pays-Bas représente ce secteur au Conseil consultatif.

### *Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil*

Pas de données précises disponibles

#### *Enregistrement des faits d'état civil*

Tout enfant né aux Pays-Bas doit être enregistré au bureau municipal de la population dans les trois jours suivant sa naissance. Si les parents ne respectent pas ce délai, ils ne peuvent enregistrer la naissance que par décision de la Cour. L'acte d'enregistrement de la naissance (dossier) est créé après que l'un des parents de l'enfant, ou quelqu'un qui était présent à la naissance, a fourni une pièce d'identité parentale et une déclaration du médecin généraliste ou de la sage-femme avec sa demande. L'enregistrement rempli est enregistré dans un registre désigné.

Si une naissance ou un autre événement démographique survient dans la même municipalité où la personne habite, les renseignements relatifs à l'enregistrement sont inscrits directement dans le registre municipal de la population pour créer un nouveau dossier personnel pour l'enfant. Si l'événement démographique se produit dans une autre municipalité, l'inscription sera consignée dans le registre d'inscription de la municipalité où l'événement a eu lieu. Une notification électronique est envoyée à la municipalité de résidence de la personne, où un dossier personnel est mis à jour, ou dans le cas d'un nouveau-né, un dossier personnel est créé dans le registre de la population. Lorsque les parents enregistrent une naissance, leurs renseignements sur l'identité sont automatiquement mis à jour à partir du registre central de la population et ajoutés au dossier personnel de leur enfant.

Le registraire des naissances, des décès, des mariages et des partenariats enregistrés est responsable de la création des registres d'enregistrement des naissances, qui constituent la preuve juridique de la naissance d'un enfant. L'acte de naissance est classé dans le registre



d'enregistrement des naissances et une copie n'est fournie que sur demande, moyennant des frais. L'enregistrement de la population aux Pays-Bas a rendu la vérification en ligne des renseignements sur l'identité utile au gouvernement néerlandais et à ses citoyens. Au fil du temps, le registre de la population a éliminé l'obligation de fournir un certificat de naissance dans toutes les communications gouvernementales.

Les déclarants signalent le décès d'une personne à la municipalité où le décès a eu lieu. Dans le cas d'un décès de cause naturelle, le médecin traitant fournira au déclarant les certificats A et B. Le certificat A est le certificat de décès et le certificat B (certificat de cause de décès) est destiné à Statistiques Pays-Bas. Ces certificats servent à déclarer le décès et la cause du décès à la municipalité où le décès a eu lieu. Lorsque le décès a été enregistré, la municipalité délivre un certificat d'enregistrement du décès et met à jour le dossier personnel du défunt dans les registres municipaux de la population respectifs.

L'enregistrement des mariages, des partenariats enregistrés et des divorces qui ont lieu aux Pays-Bas peut concerner les autorités au niveau local, ministériel ou judiciaire. Dans le même ordre d'idées, les dossiers d'inscription sont conservés par les autorités qui ont enregistré l'événement. Les renseignements relatifs à l'événement sont communiqués à la municipalité de résidence de la personne afin de mettre à jour ce registre de la population.

### *Modèles de formulaires d'enregistrement*

- Certificat de naissance – [d2vgipibika81v.cloudfront.net/uploads/sites/148/2017/04/DutchBirthCert.pdf](https://cloudfront.net/uploads/sites/148/2017/04/DutchBirthCert.pdf)
- Certificat de décès – [dd2vgipibika81v.cloudfront.net/uploads/sites/148/Document-C-Death-Certificate.jpg](https://cloudfront.net/uploads/sites/148/Document-C-Death-Certificate.jpg)

## Système de statistiques de l'état civil

### Base de données

Conformément à la procédure établie pour accorder l'accès à un ensemble spécifique de données à caractère personnel figurant dans le registre de la population, Statistique Pays-Bas a été autorisé à recevoir toutes les données nécessaires à l'établissement des statistiques démographiques, y compris les statistiques de l'état civil. Cela est conforme aux exigences et aux normes du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA), d'Eurostat et du Conseil de l'Europe. Pour établir les statistiques de l'état civil, Statistique Pays-Bas a obtenu plusieurs types d'autorisations qui lui permettent de recueillir des renseignements en déclenchant la communication de renseignements personnels, tels que la date de naissance ou la date de décès, à Statistique Pays-Bas lorsqu'un fait d'état civil est enregistré. Les données sur les mariages et les divorces sont obtenues de la même manière.

L'accès à des données précises est approuvé une fois qu'il a été jugé nécessaire de produire une analyse statistique précise et que la quantité de données qui est échangée est conforme à la quantité requise. L'échange de données avec Statistiques Pays-Bas s'effectue par l'abonnement de l'organisme à des types de données autorisés. L'enregistrement de nouveaux renseignements dans le type de données auquel il est abonné déclenche également un message électronique communiquant les nouveaux renseignements à Statistique Pays-Bas.

### Causes de décès

Les statistiques sur les causes de décès consistent en un enregistrement basé sur toutes les causes de décès de toutes les personnes décédées enregistrées aux Pays-Bas (tableau 2). Cette information est obtenue à partir de la notification

obligatoire de la cause de décès par le médecin traitant de la personne décédée au moment du décès ou par un pathologiste. Chaque décès est accompagné d'un certificat de cause de décès rempli et envoyé au registre de la population de la municipalité où le décès a eu lieu. Le certificat de cause de décès, qui est utilisé exclusivement à des fins statistiques, est ensuite envoyé à Statistiques Pays-Bas. Depuis 2014, les certificats de cause de décès sont également envoyés numériquement à Statistiques Pays-Bas à l'aide d'une connexion sécurisée. Dans la mesure du possible, les directives de l'Organisation mondiale de la Santé sont utilisées pour classer et coder les causes de décès. Seule la cause sous-jacente du décès est signalée. Jusqu'en 2012, le codage était effectué à la main et trois causes secondaires de décès au maximum étaient mentionnées pour chaque personne décédée. Depuis 2013, le codage est effectué automatiquement par IRIS, un système logiciel automatisé et interactif de codage de la mortalité, par lequel de multiples causes de décès sont codées et la cause de décès sous-jacente est

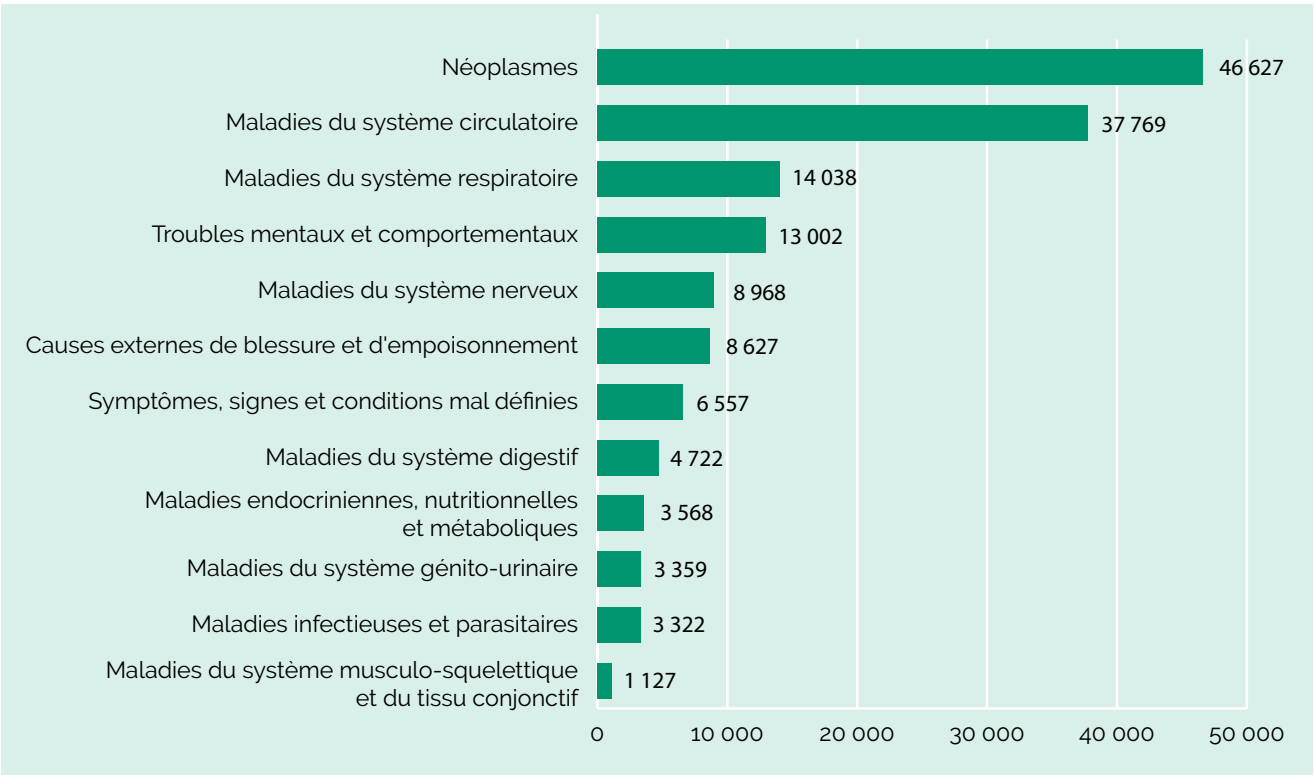
sélectionnée pour la tabulation statistique. Toutes les maladies sous-jacentes sont codées sur le certificat de cause de décès.

Tableau 2 : Information recueillie sur les causes de décès.

Causes de décès information	Information recueillie	
	Oui	Non
Décès survenus dans un établissement de santé	X	
Décès naturels survenus dans une communauté	X	
Décès non naturels survenus dans une communauté	X	

Les causes de décès les plus fréquentes étaient les néoplasmes, les maladies du système circulatoire et les maladies du système respiratoire (figure 1). À titre de comparaison, les maladies mortelles de la peau et les complications pendant la grossesse et l'accouchement n'étaient pas très fréquentes.

Figure 1 : Causes de décès les plus courantes, 2018.



Les deux principales causes de décès aux Pays-Bas sont les mêmes pour les deux sexes, bien que les néoplasmes soient plus fréquents chez les hommes et les maladies du système circulatoire plus fréquentes chez les femmes. Cependant, certaines causes de décès sont plus fréquentes chez un certain sexe. Par exemple, près de deux fois plus de femmes (742) que d'hommes (385) sont décédées de maladies musculo-squelettiques.

## Numérisation

La numérisation des registres municipaux de la population, qui contiennent des renseignements sur les faits d'état civil enregistrés a commencé au début des années 1990. Le 1er octobre 1994, les registres municipaux de la population sont devenus des bases de données numérisées. Les registres numérisés ont depuis subi un certain nombre de changements technologiques et infrastructurels. Il s'agit notamment de la création d'un registre central de la population, la BRP, qui est administré par le ministère de l'Intérieur. La BRP conserve des copies de toutes les données personnelles recueillies par les registres municipaux de la population. Elle donne également accès aux données personnelles à tous les autres administrateurs publics.

## Informatisation

L'Office national des données d'identité définit les exigences techniques et logicielles pour la mise en oeuvre des registres municipaux de la population. Il surveille les solutions des technologies de l'information et de la communication (TIC) acquises à l'extérieur et s'assure qu'elles répondent aux exigences et aux normes nécessaires. L'Office définit également des normes et des protocoles pour les interfaces de programmation d'applications afin de permettre aux utilisateurs externes d'accéder au registre central.

## *Services d'enregistrement en ligne dans les établissements de santé*

Aucun enregistrement n'a lieu dans les établissements de santé.

## *Application de la technologie mobile*

La technologie mobile n'est pas utilisée pour les processus d'enregistrement des faits d'état civil.

## *Numéro d'identification unique*

Le numéro d'identification unique (appelé numéro de service aux citoyens) est conçu comme un nombre aléatoire qui peut être mathématiquement vérifié comme un nombre valide, mais ne contient pas de renseignements personnels pouvant être attribués à la personne. Ces numéros d'identification unique (NIU) sont générés par l'Office national des données d'identité et distribués aux municipalités par lots de 500 numéros d'identification unique qui seront attribués localement.

## Registre de la population

Chaque registre municipal de la population contient des dossiers personnels qui comprennent l'identité et l'adresse d'une personne, ainsi qu'une gamme d'autres renseignements personnels pour faciliter la prise de décisions sur son admissibilité à divers services et droits. Les dossiers personnels d'un registre municipal de la population comprennent des catégories précises de renseignements personnels.

Les renseignements contenus dans le registre de la population sont fournis soit par les autorités compétentes, soit par les personnes concernées. Les registraires municipaux fournissent des renseignements sur les naissances, les décès, les mariages et les partenariats enregistrés. De même, les tribunaux fournissent des renseignements sur les divorces et le ministère de la Justice fournit des renseignements sur les changements de nationalité. Enfin, les personnes concernées sont

tenues de se présenter personnellement aux autorités municipales lorsqu'elles déménagent à l'intérieur du pays, immigrer ou déménagent à l'étranger, ou pour enregistrer tout fait d'état civil survenu à l'étranger. Alors que les résidents signalent généralement les faits d'état civil en temps utile, ils peuvent se voir infliger une amende de 325 euros (environ 359 \$ US) s'ils omettent délibérément de signaler un nouveau fait d'état civil ou de résidence.

La base de données des dossiers personnels est le registre central de la population néerlandais. Il s'agit d'une base de données qui reflète tous les dossiers personnels provenant de 355 registres municipaux de la population et du registre des non-résidents. Chaque registre municipal de la population se connecte au moins une fois par jour au registre central de la population pour synchroniser son contenu avec sa contrepartie municipale.

Le rôle principal du registre central est de permettre aux utilisateurs externes d'accéder aux données contenues dans tous les registres de population municipaux à partir d'un seul endroit. L'Office national des données d'identité contrôle également la qualité des enregistrements stockés dans les registres municipaux de la population pour garantir l'intégrité du processus d'enregistrement dans toutes les municipalités. Toutefois, il n'est pas habilité à modifier les renseignements figurant dans les registres central ou municipaux.

L'Office national des données d'identité définit les exigences techniques et logicielles pour la mise en oeuvre des registres municipaux de la population. Il surveille les solutions TIC achetées à l'extérieur et s'assure qu'elles répondent aux exigences et aux normes nécessaires. L'Office définit également des normes et des protocoles pour les interfaces de programmation d'applications afin de permettre aux utilisateurs externes d'accéder au registre central.

### *Numérisation des données historiques d'état civil*

Tous les registres d'état civil ont été numérisés dans le cadre du processus de numérisation des registres municipaux de la population. Les certificats d'état civil sont également conservés sur microfilm et gardés dans un lieu central.

### *Lien avec le système d'identification*

Les autorités municipales sont responsables de la délivrance des pièces d'identité juridique, telles que les cartes d'identité nationales, les passeports et les permis de conduire. Les données biométriques telles que les photos d'identité nationale, les passeports et les permis de conduire sont stockées dans une base de données distincte tenue par les organismes émetteurs. Toutefois, tous les autres renseignements personnels imprimés sur ces documents sont tirés directement du registre central de la population.

Lorsque des renseignements qui diffèrent de ceux qui apparaissent sur les pièces d'identité ou qui indiquent qu'une personne est décédée sont consignés dans un dossier personnel dans un registre municipal de la population, ces renseignements sont communiqués par l'intermédiaire du registre central de la population. Ces renseignements devraient normalement provenir de l'enregistrement d'événements démographiques concernant une personne. Ces renseignements sont échangés par l'intermédiaire du registre central de la population pour être marqués comme invalides dans la base de données qui a délivré les plus récentes pièces d'identité.

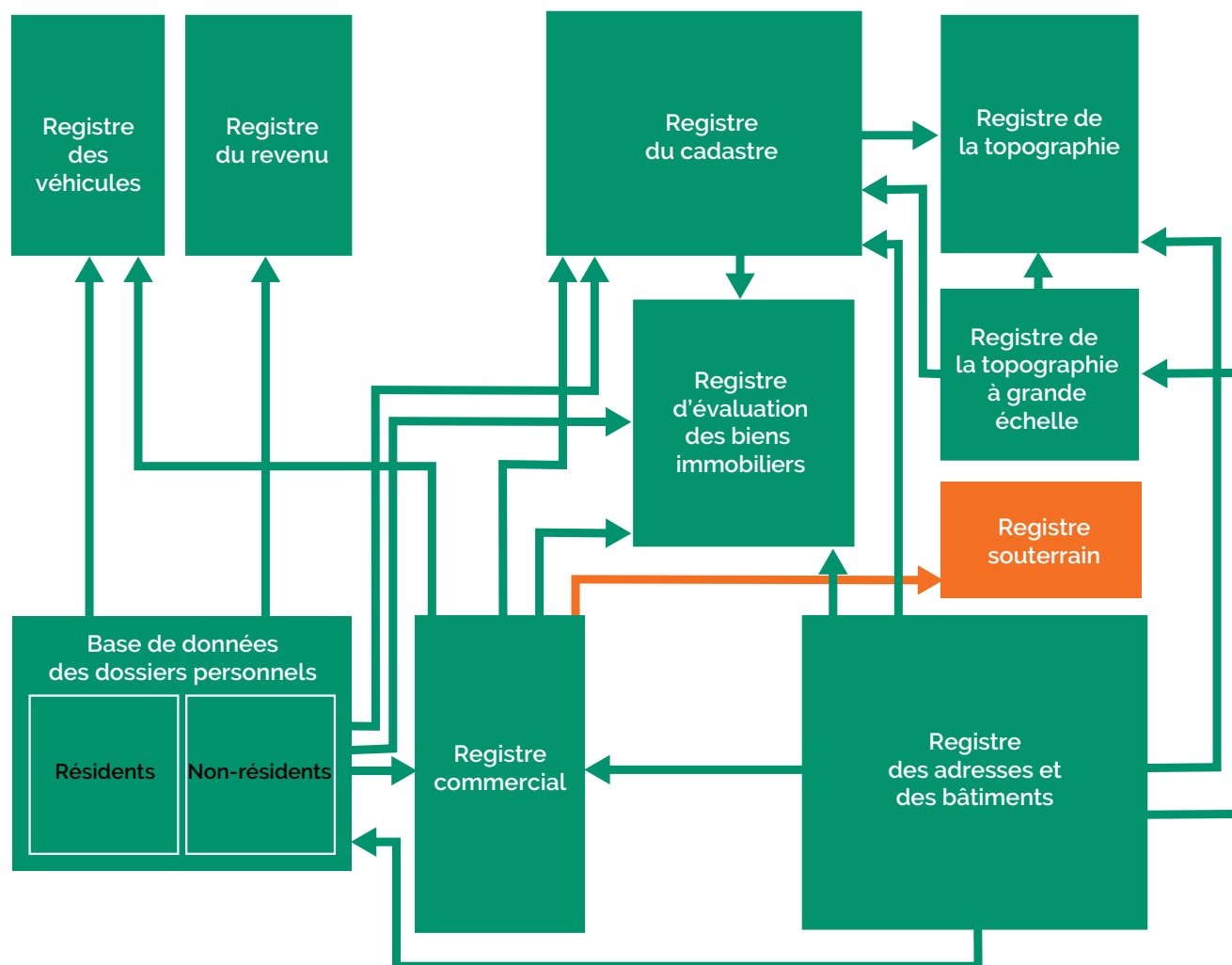
## Échange avec les autres secteurs et activités

Aux Pays-Bas, il existe 10 registres distincts, fondamentaux et interconnectés qui fonctionnent selon des normes de système convenues pour assurer l'interopérabilité entre eux. L'objectif principal du système de registres de base est de permettre au gouvernement néerlandais de collecter les données une seule fois et de les conserver dans un seul registre. Chaque fois qu'un organisme gouvernemental a besoin de renseignements, il doit les extraire du registre de base approprié. Par exemple, si l'administration fiscale et douanière néerlandaise a besoin de

l'adresse d'une personne, elle n'est pas autorisée à lui demander ces renseignements. L'administration recueillera plutôt les renseignements auprès du BRP. Légalement, les citoyens ne sont tenus de fournir les données qu'une seule fois, et tous les organismes gouvernementaux doivent utiliser les mêmes données.

La figure 2 ci-dessous montre comment les renseignements personnels provenant du registre central de la population sont utilisés comme source de données personnelles pour d'autres registres de base, en liaison directe avec 6 des 10 registres de base : <sup>21</sup>

**Figure 2 : Dix registres de base gérés par le gouvernement néerlandais et l'orientation de l'échange de données entre les différents registres.**



## Initiatives d'amélioration et soutien externe

### Plan d'amélioration et budget

#### *Plan stratégique*

La stratégie néerlandaise est axée sur l'amélioration des pratiques de gestion de l'identité et vise à réduire le coût et la complexité des services gouvernementaux électroniques, à lutter contre la fraude et à accroître la simplicité pour les utilisateurs finaux. Il prévoit la fourniture de pièces d'identité numériques aux citoyens et aux entreprises pour l'authentification électronique aux applications du secteur public avec plusieurs niveaux d'assurance. Elle repose sur une politique d'enregistrement centralisée s'appuyant sur un registre de la population centralisé.

#### *Allocations budgétaires et besoins futurs*

Le système ESEC et le système de gestion de l'identité des Pays-Bas sont entièrement financés par les ressources budgétaires du gouvernement et des municipalités. L'enregistrement des faits d'état civil, qui relève de la responsabilité des autorités municipales, est financé par les budgets municipaux. Le registre central de la population, qui relève de l'autorité de l'Office national des données d'identité du ministère de l'Intérieur, est financé par un grand nombre d'institutions publiques qui utilisent les données du registre de la population. Le Conseil consultatif détermine la participation au financement du registre de la population de chaque institution publique.

#### *Activités jugées hautement prioritaires*

Étant donné la forte demande de vérification des données enregistrées provenant des institutions publiques, le système ESEC et le système de gestion de l'identité aux Pays-Bas sont fréquemment visés par tous les types de tentatives de fraude qui menacent l'intégrité de l'ensemble du système d'enregistrement, car la plupart des vérifications et d'échange de données ont lieu dans l'univers numérique. À cette fin, les mesures visant à détecter et à combattre la fraude sont prioritaires. L'Office des données d'identité a également commencé à moderniser et à remanier la plateforme logicielle sur laquelle repose le registre de la population. Le système existant est de plus en plus considéré comme inadapté pour utiliser correctement les derniers outils des TIC.



## Conclusion

Les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil sont essentiels au système identitaire des Pays-Bas. Les faits d'état civil enregistrés sont utilisés dans le registre numérisé de la population et sont ensuite traités par d'autres systèmes gouvernementaux. Bien que les registres d'état civil sur papier soient encore méticuleusement tenus et conservés, ils ne sont utilisés qu'à titre de « réserve de référence unique des renseignements sur l'identité » pour les situations où les renseignements sur l'identité ne sont pas accessibles par voie numérique. Aux Pays-Bas, les registres municipaux de la population ont traditionnellement reflété une approche holistique de l'état civil, des statistiques de l'état civil et de la gestion de l'identité. Chaque nouvelle couche d'informations relatives à l'identité, de la naissance

à la mort, est enregistrée dans le registre de la population à l'aide des renseignements relatifs aux événements démographiques enregistrés. Ces renseignements sont utilisés comme source de données d'identité pour délivrer des documents d'identité et mettre à jour les données d'identité dans d'autres systèmes fonctionnels du gouvernement. Le système d'identité des Pays-Bas démontre une compréhension profondément enracinée de la façon dont les interactions entre les autorités publiques et les citoyens peuvent être soutenues par un système robuste qui reconnaît, enregistre et gère les informations d'identité. Il illustre en outre comment l'efficacité globale d'un gouvernement dépend de l'accès à des renseignements sur l'identité facilement accessibles et à jour, y compris l'adresse de résidence.



## Ressources

### Sites Web

L'Office national des données d'identité :

[rvig.nl/about-rvig](http://rvig.nl/about-rvig)

Ministère de la Justice et de la Sécurité :

[government.nl/ministries/ministère de la justice et de la sécurité](http://government.nl/ministries/ministère-de-la-justice-et-de-la-sécurité)

Statistiques Pays-Bas : [cbs.nl/en-gb](http://cbs.nl/en-gb)

### Documents supplémentaires

Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil. 2019. *Recueil de bonnes pratiques pour relier les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) et les systèmes de gestion de l'identité*. Étude de cas : Pays-Bas. Centre de recherches pour le développement international. Ottawa (ON). [crvssystems.ca/sites/default/files/assets/files/CRVS\\_Netherlands\\_f\\_WEB.pdf](http://crvssystems.ca/sites/default/files/assets/files/CRVS_Netherlands_f_WEB.pdf)

Gouvernement des Pays-Bas. 2019. Wet basisregistratie personen (*Basic Registration of Persons Act*). [wetten.overheid.nl/BWBR0033715/2019-02-03](http://wetten.overheid.nl/BWBR0033715/2019-02-03)

Persoonsinformatievoorziening Nederlandse Antillen en Aruba (Personal information provision Netherlands Antilles and Aruba). [rvig.nl/caribisch-gebied/persoonsinformatievoorziening-nederlandse-antillen-en-aruba-piva](http://rvig.nl/caribisch-gebied/persoonsinformatievoorziening-nederlandse-antillen-en-aruba-piva)

MacGregor, K. (2016). Prins, K. Population register data, basis for the Netherlands' population statistics. Statistiques Pays-Bas. [cbs.nl/en-gb/background/2016/01/population-register-data-basis-for-the-netherlands-population-statistics](http://cbs.nl/en-gb/background/2016/01/population-register-data-basis-for-the-netherlands-population-statistics)





## Notes

- 1 Banque mondiale. 2019. Population totale – Pays-Bas.  
[donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=NL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=NL)
- 2 Banque mondiale. 2019. Croissance de la population (% annuel) – Pays-Bas.  
[donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW?locations=NL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW?locations=NL)
- 3 Banque mondiale. 2018. Population urbaine (% de la population totale) – Pays-Bas.  
[donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.URB.TOTL.IN.ZS?locations=NL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.URB.TOTL.IN.ZS?locations=NL)
- 4 Banque mondiale. 2017. Exhaustivité de l'enregistrement des naissances (%) – Pays-Bas.  
[donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.REG.BRTH.ZS?locations=NL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.REG.BRTH.ZS?locations=NL)
- 5 Banque mondiale. 2017. Exhaustivité de l'enregistrement des naissances (%) – Pays-Bas.  
[donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.REG.BRTH.ZS?locations=NL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.REG.BRTH.ZS?locations=NL)
- 6 Banque mondiale. 2003. Naissances assistées par du personnel de santé qualifié (% du total) – Pays-Bas.  
[donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.STA.BRTC.ZS?locations=NL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.STA.BRTC.ZS?locations=NL)
- 7 Organisation mondiale de la Santé (OMS). 2019. Maladies évitables par la vaccination de l'OMS : système de surveillance. Sommaire mondial pour 2019. [apps.who.int/immunization\\_monitoring/globalsummary/countries?countrycriteria%5Bcountry%5D%5B%5D=NLD&commit=OK](https://apps.who.int/immunization_monitoring/globalsummary/countries?countrycriteria%5Bcountry%5D%5B%5D=NLD&commit=OK)
- 8 Statistiques Pays-Bas. 2020. Population, ménages et dynamique des populations; à partir de 1899.  
[opendata.cbs.nl/statline/#/CBS/en/dataset/37556eng/table?ts=1579603528387](https://opendata.cbs.nl/statline/#/CBS/en/dataset/37556eng/table?ts=1579603528387)
- 9 Banque mondiale. 2019. Taux de fertilité, total (naissances par femme) – Pays-Bas.  
[donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.TFRT.IN?locations=NL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.TFRT.IN?locations=NL)
- 10 Banque mondiale. 2017. Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans) – Pays-Bas. [donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.ADO.TFRT?locations=NL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.ADO.TFRT?locations=NL)
- 11 DAES, Division de la population, ONU. 2012. Population du pays par âge. [unstats.un.org/unsd/demographic/products/indwm/Dec.%202012/1b.xls](https://unstats.un.org/unsd/demographic/products/indwm/Dec.%202012/1b.xls)
- 12 Banque mondiale. 2011. Actes de décès mentionnant la cause du décès (%) – Pays-Bas.  
[donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.REG.DTHS.ZS?locations=NL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.REG.DTHS.ZS?locations=NL)
- 13 Banque mondiale. 2019. Taux de mortalité, brut (par 1 000 personnes) – Pays-Bas.  
[donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.CDRT.IN?locations=NL](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.CDRT.IN?locations=NL)
- 14 Organisation mondiale de la Santé (OMS). 2018. Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent. [who.int/data/maternal-newborn-child-adolescent/indicator-explorer-new/mca/infant-mortality-rate-\(per-1000-live-births\)](https://who.int/data/maternal-newborn-child-adolescent/indicator-explorer-new/mca/infant-mortality-rate-(per-1000-live-births))
- 15 UNICEF. 2018. Indicateurs démographiques clés – Pays-Bas. UNICEF Data: Monitoring the situation of children and women. [data.unicef.org/country/nld/](https://data.unicef.org/country/nld/)
- 16 UNICEF. 2017. Indicateurs intersectoriels – Taux de mortalité maternelle (nombre de décès par 100 000 naissances vivantes). UNICEF Data: Monitoring the situation of children and women. [data.unicef.org/resources/data\\_explorer/unicef\\_f/?ag=UNICEF&df=GLOBAL\\_DATAFLOW&ver=1.0&dq=MNCH\\_MMR+MNCH\\_LTR\\_MATERNAL\\_DEATH+MNCH\\_MATERNAL\\_DEATHS.&startPeriod=2016&endPeriod=2020](https://data.unicef.org/resources/data_explorer/unicef_f/?ag=UNICEF&df=GLOBAL_DATAFLOW&ver=1.0&dq=MNCH_MMR+MNCH_LTR_MATERNAL_DEATH+MNCH_MATERNAL_DEATHS.&startPeriod=2016&endPeriod=2020)
- 17 Statistiques Pays-Bas. 2019. Mariages et enregistrements des partenariats; chiffres clés.  
[opendata.cbs.nl/statline/#/CBS/en/dataset/37772eng/table?ts=1579607411019](https://opendata.cbs.nl/statline/#/CBS/en/dataset/37772eng/table?ts=1579607411019)
- 18 Statistiques Pays-Bas. 2017. Population, ménages et dynamique des populations; à partir de 1899.  
[opendata.cbs.nl/statline/#/CBS/en/dataset/37556eng/table?ts=1582638739260](https://opendata.cbs.nl/statline/#/CBS/en/dataset/37556eng/table?ts=1582638739260)
- 19 Gouvernement des Pays-Bas. 2019. Wet basisregistratie personen (*Basic Registration of Persons Act*).  
[wetten.overheid.nl/BWBR0033715/2019-02-03](https://wetten.overheid.nl/BWBR0033715/2019-02-03)

- 20 Persoonsinformatievoorziening Nederlandse Antillen en Aruba (Disposition relative aux renseignements personnels dans les Antilles néerlandaises et dans l'île d'Aruba – PIVA). [rvig.nl/caribisch-gebied/persoonsinformatievoorziening-nederlandse-antillen-en-aruba-piva](https://rvig.nl/caribisch-gebied/persoonsinformatievoorziening-nederlandse-antillen-en-aruba-piva)
- 21 Gouvernement des Pays-Bas. Digital Government. [nldigitalgovernment.nl](https://nldigitalgovernment.nl)





**LE CENTRE D'EXCELLENCE**  
sur les systèmes ESEC

**CENTRE OF EXCELLENCE**  
for CRVS Systems

[www.systemesESEC.ca](http://www.systemesESEC.ca)



Affaires mondiales  
Canada

Global Affairs  
Canada



**IDRC | CRDI**

International Development Research Centre  
Centre de recherches pour le développement international

Nous Soutenons le



**MÉCANISME DE  
FINANCEMENT  
MONDIAL**